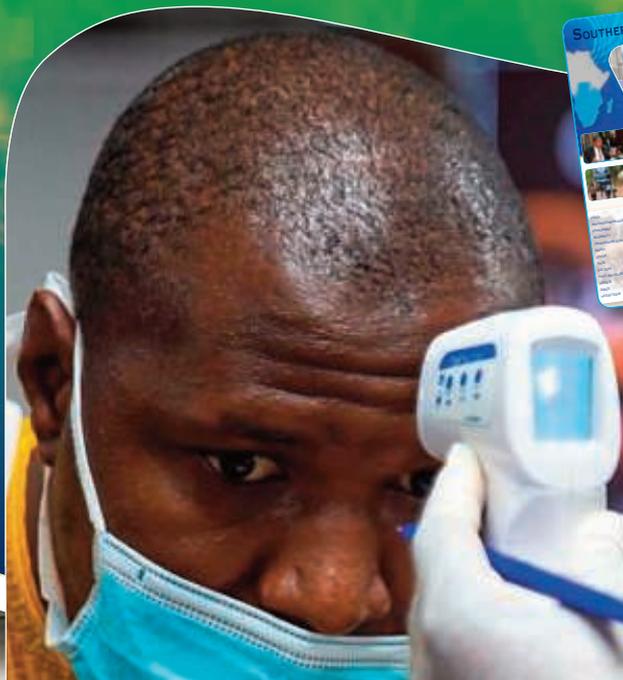


L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

LA SADC AUJOURD'HUI VOL. 23 No 1 DÉCEMBRE 2020



2020 en Rétrospective L'année où la SADC a fait preuve de résilience, de solidarité et de courage contre la COVID-19

Par Kizito Sikuka

L'ANNÉE 2020 peut entrer dans l'histoire comme l'année où la « terre s'est arrêtée » après que le monde ait été touché par le Coronavirus 2019 (COVID-19) à la fin de l'année précédente, forçant de nombreux pays, y compris les États membres de la SADC, à imposer des confinements socio-économiques et autres restrictions.

Alors que les confinements ont contribué à atténuer et à contenir la propagation du virus, l'impact sur l'économie a été sévère et la propagation du virus a entraîné la perte de nombreuses vies.

Cependant, les États membres de la SADC ont fait preuve de résilience, de solidarité et de courage pour surmonter ce nouveau défi au développement régional et à l'intégration.

La SADC a approuvé une variété de mesures, y compris le renforcement des systèmes de santé publique et de soutien humanitaire pour contenir la propagation de la COVID-19.

La plupart des États membres de la SADC ont canalisé une partie de leurs ressources vers des secteurs économiques clés touchés tels que le tourisme, l'aviation et la fabrication pour amortir les effets débilissants de la pandémie et garantir qu'ils maintiennent leur compétitivité.

Une autre intervention importante a été l'élaboration de Directives Régionales sur l'Harmonisation et la Facilitation des Opérations de Transport Transfrontalier afin de faciliter la circulation des biens et services essentiels pendant les confinements.

Les directives ont été approuvées en juin et visent à équilibrer, réaligner, harmoniser et coordonner les mesures de riposte à la COVID-19 avec les exigences de facilitation du commerce et des transports, y compris la promotion de transports et de commerce sûrs pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Cette résilience démontrée par les États membres de la SADC en 2020 ne s'est pas limitée à l'endiguement de la COVID-19 mais s'est étendue à d'autres secteurs tels que l'industrialisation et le commerce, la paix et la sécurité.

Concernant son programme de développement à long terme, les leaders de la SADC ont approuvé la Vision 2050 de la SADC, qui énonce les aspirations de la région jusqu'en 2050, et le Plan indicatif régional de développement stratégique (RISDP 2020-30).

Les deux documents ont été approuvés par le 40e Sommet de la SADC qui s'est tenu virtuellement le 17 août et coordonné depuis Maputo, au Mozambique.

POLITIQUE	3
ENERGIE	4
GENRE	5
AGRICULTURE	6
CHANGEMENT CLIMATIQUE	7
SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA SADC	8-9
COVID-19	10
COOPERATION	11
PAIX & SECURITE	12-13
ELECTIONS	14
EVENEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Suite de la page 2...

La Vision 2050 de la SADC est basée sur une base solide de paix, de sécurité et de bonne gouvernance, avec trois piliers prioritaires de développement industriel et d'intégration des marchés; le développement des infrastructures à l'appui de l'intégration régionale; et le développement du capital social et humain.

En rupture avec les plans stratégiques régionaux précédents, le RISDP 2020-30 incorpore le Plan Indicatif Stratégique de l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité (SIPO) plutôt qu'un plan stratégique distinct.

À l'appui du commerce et de l'intégration du marché, la SADC a continué d'enregistrer des résultats positifs dans le secteur financier, y compris le système de paiement Real Time Gross Settlement System (RTGS) de la SADC.

À la fin du mois de juin 2020, plus de 1,8 million de transactions avaient été réglées via le RTGS, représentant 7,17 milliards de ZAR.

Lancé en octobre 2018, le RTGS de la SADC a permis aux États membres de régler les paiements entre eux en temps réel par rapport à ce qu'il était auparavant, alors qu'il fallait plusieurs jours aux banques pour traiter les transactions transfrontalières.

Ce système a permis de réduire les coûts de transaction car il supprime le besoin de banques correspondantes.

En ce qui concerne la politique, la défense et la coopération en matière de sécurité, la SADC a tenu fermement ses efforts pour consolider la paix et la sécurité en Afrique australe.

Le président de l'organe de la SADC sur la coopération politique en matière de défense et de sécurité au cours de la première partie de l'année, le président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe a joué un rôle déterminant dans la négociation d'un accord qui a vu la RDC et la Zambie s'engager à résoudre à l'amiable leur différend frontalier.

Il a également convoqué une réunion régionale en mai pour discuter de la situation sécuritaire dans le nord du Mozambique, et une deuxième réunion convoquée en novembre par l'actuel Président de l'Organe, le Président Mokgweetsi Masisi du Botswana, a convenu d'élaborer une réponse régionale globale à la situation dans laquelle une insurrection armée a causé des morts violentes et des destructions.

Les États membres de la SADC ont continué à surveiller la situation sécuritaire dans le nord du Mozambique et en ont discuté davantage lors d'une réunion de la double Troïka au début de décembre, organisée à Maputo par l'actuel président en exercice de la SADC, le président Filipe Nyusi.

Trois États membres de la SADC ont tenu des élections nationales cette année, conformément aux directives de la SADC. Il s'agit du Malawi, des Seychelles et de la République-Unie de Tanzanie.

En ce qui concerne l'histoire et le patrimoine, le 40e Sommet de la SADC a approuvé le Mécanisme pour honorer les fondateurs de la SADC. Le mécanisme devrait encourager une appréciation et une reconnaissance continues de la vision et des actions des leaders qui ont créé la SADC, anciennement la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) en 1980.

La SADC a procédé cette année à un examen régional du programme d'études d'histoire, lancé par les Ministres de l'éducation, afin de faciliter l'inclusion de cette histoire et de ses dimensions régionales.

L'année 2020 a également été triste car la SADC a perdu l'un de ses fils vaillants et de ses partisans passionnés - Benjamin William Mkapa, l'ancien président de la République-Unie de Tanzanie.

Mkapa était passionné par l'intégration économique et politique de la région de la SADC et est crédité du lancement du premier RISDP.



Le 25 octobre, les États membres de la SADC ont de nouveau manifesté leur solidarité avec le Zimbabwe en s'opposant à l'imposition de sanctions économiques contre le pays par le Congrès américain. Les leaders de la SADC ont déclaré que les sanctions illégales avaient non seulement affecté le peuple du Zimbabwe mais toute la région.

Le Zimbabwe est aux prises avec des sanctions économiques et bancaires depuis 2002, lorsque les États-Unis et leurs alliés ont imposé un embargo sur le pays en réponse à la manière dont le programme de réforme agricole a été mené et au rôle de premier plan joué par le Zimbabwe dans l'intervention de la SADC en République Démocratique du Congo en 1998 en appui au gouvernement.

En ce qui concerne l'environnement, la seconde moitié de la saison des pluies 2019/20 a apporté un soulagement à la plupart des régions de l'Afrique australe, avec des flux d'eau accrus enregistrés dans la principale station de jaugeage des chutes Victoria le long du fleuve Zambèze.

L'augmentation du débit d'eau aux Chutes Victoria est la plus élevée depuis 1958, lorsque le débit a atteint 10 000 mètres cubes par seconde lors de la construction du barrage de Kariba.

Les chutes Victoria à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe sont l'une des merveilles naturelles du monde, et une amélioration du débit d'eau est un grand coup de pouce pour le secteur du tourisme, car elle apporte une attraction supplémentaire pour les visiteurs des chutes pour regarder le mur tonitruant de la chute d'eau sur toute sa longueur.

Concernant le développement énergétique, les Ministres de l'Énergie de la SADC ont approuvé en novembre un accord modifiant un instrument juridique régional qui promeut le développement harmonieux de politiques énergétiques nationales pour le

développement équilibré du secteur dans toute la région de la SADC.

Pour améliorer la gestion des problèmes liés à l'eau, à l'énergie et à l'alimentation, les Ministres de la SADC responsables de l'Énergie et de l'Eau ont approuvé le Cadre du Nexus Eau-Énergie-Alimentation (EEA) qui met en évidence les interdépendances entre la réalisation de l'eau, de l'énergie et de la sécurité alimentaire pour le bien-être humain tout en garantissant utilisation durable des ressources essentielles.

La SADC est également restée saisie de la mise en œuvre de divers programmes et initiatives régionaux tels que la stratégie et la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC et le Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales (RIDMP).

Au niveau continental, la SADC était engagée dans des négociations avec d'autres pays africains pour assurer le succès de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf).

Prévu pour être opérationnel le 1er janvier 2021, la ZLECAf vise à stimuler le commerce intra-africain en favorisant la circulation fluide des marchandises à travers le continent grâce à un développement des infrastructures amélioré, des flux d'investissement et une concurrence accrue.

L'année 2020 a également été une année spéciale pour la SADC alors que la région célébrait ses 40 ans de réalisations, avec des jalons impressionnants en matière de développement économique régional et d'intégration.

Pour célébrer ses réalisations, la SADC a commandé une publication pour documenter son parcours d'intégration régionale. LA SADC A 40 ANS: La Communauté de développement de l'Afrique australe 1980-2020, qui a été compilée par le Centre de Recherche et de Documentation de l'Afrique australe (SARDC) en collaboration avec le Secrétariat de la SADC, devrait être lancée en 2021. □



Le Président Mokgweetsi Masisi du Botswana a succédé au Président Emmerson Mnangagwa du Zimbabwe à la présidence de l'Organe de la SADC sur la coopération en matière de politique, de défense et de sécurité.

Développement du PASR en cours

LES MINISTRES responsables de l'eau ont chargé le Secrétariat de la SADC de finaliser le processus d'élaboration de la prochaine phase du plan d'action régional pour le secteur de l'eau.

Le programme de l'eau de la SADC est piloté par le Plan d'Action Stratégique Régional (PASR) pour le développement et la gestion intégrés des ressources en eau.

À ce jour, la région a mis en œuvre quatre phases du plan d'action depuis 1999.

La première phase, PASR I, a été mise en œuvre sur la période de 1999 à 2004 et son objectif principal était de créer et d'établir un environnement propice à la gestion intégrée des ressources en eau dans la région.

Le PASR II s'est déroulé de 2005 à 2010 et s'est concentré sur le développement de l'eau à travers des projets spécifiques, tandis que le PASR III (2011 à 2015) a donné la priorité aux trois domaines stratégiques de la gouvernance de l'eau, du développement des infrastructures et de la gestion de l'eau.

Le PASR IV est le dernier programme quinquennal mis en œuvre depuis 2016 et devrait prendre fin en décembre 2020. Le PASR IV identifie 32 projets régionaux d'eau à mettre en œuvre.

Le Secrétariat de la SADC a entamé le processus de conception du PASR V, avec le soutien d'un consultant régional.

Comme première étape du processus, un atelier régional de vision sur la conception du PASR V a eu lieu en février 2020 à Johannesburg, en Afrique du Sud, auquel ont participé des représentants des États membres, des organisations subsidiaires de la SADC dans le secteur de l'eau et des partenaires de mise en œuvre.

Le consultant a commencé à travailler sur la formulation du PASR V en juillet.

Un certain nombre de propositions sont à l'étude dans la formulation de l'action.

En ce qui concerne la résilience climatique, il est envisagé que cela impliquera des activités de développement d'infrastructures hydrauliques telles que des barrages pour garantir la disponibilité de l'eau pour l'irrigation, l'hydroélectricité et l'approvisionnement en eau potable, ainsi que le développement de stratégies de gestion de l'eau pour améliorer l'assurance de l'approvisionnement en eau dans un environnement de sécheresse et de fluctuations hydrologiques résultant de l'impact du changement et de la variabilité climatiques.

Les stratégies chercheront également à accroître la résilience du secteur régional de l'eau contre les catastrophes d'inondations.

En ce qui concerne le thème de la création d'un pool régional d'eau, la proposition est de mettre en place des stratégies visant à renforcer le passage d'une seule vision de l'eau à une ressource nationale ou transfrontalière en eau, mais aussi à une ressource régionale.

Ceci sera réalisé grâce à davantage de programmes de transfert d'eau à travers les bassins afin de répondre de plus en plus aux centres de demande en eau le long des corridors de développement régional prioritaires et des centres de chaînes de valeur industrielles pour répondre à l'industrialisation régionale et à l'intégration régionale de la SADC.

Une autre proposition consiste à développer une stratégie régionale sur le dessalement et le transfert de

l'eau dessalée vers les centres de demande. Cela impliquera de considérer l'eau de mer dessalée comme une ressource qui peut également être transférée à travers la région, étant donné que dans certains cas, le coût d'une telle récupération de l'eau est inférieur à celui du développement de l'eau douce.

Il est également proposé que le PASR V poursuive l'identification de nouveaux modèles de financement de l'eau et pilote l'application des solutions proposées.

Il est également envisagé que la prochaine phase du PASR impliquera la gestion et l'utilisation conjointes des eaux de surface et souterraines transfrontières.

Cela visera à accroître la gestion conjointe, la gouvernance et l'utilisation des eaux de surface et souterraines. Il est proposé que le PASR V visera à avoir des programmes spéciaux pour assurer la sécurité hydrique des États insulaires.

Ce thème reconnaît que les États insulaires de la région peuvent ne pas bénéficier de toutes les activités de la SADC continentale dans le secteur, en particulier des activités liées au renforcement de la coopération dans le domaine des eaux transfrontières.

Pourtant, les États océaniques sont également confrontés à des défis urgents en matière d'eau, tels que la couverture en eau et en assainissement, les intrusions d'eau saline et les risques de catastrophe liés aux inondations.

Le PASR V identifiera donc des interventions ciblées dans le domaine de l'eau pour les États océaniques.

Le plan d'action visera également à renforcer la planification intégrée et l'enracinement de l'Eau-Énergie-Alimentation (EEA) et d'autres approches de nexus.

Cela se fera à travers l'identification des activités visant à promouvoir la mise en œuvre des cadres et des outils du nexus EEA déjà développés par la SADC.

Il y a, cependant, des arrangements de nexus émergents qui devront être liés au nexus EEA vers la mise en œuvre.

Par exemple, il peut être nécessaire de relier la dimension Santé pour mieux répondre à la Covid-19 et à d'autres défis liés à l'hygiène.

Il est également proposé que le PASR V cherche à promouvoir une plus grande participation des acteurs du secteur privé et des acteurs non étatiques à la gouvernance de l'eau, ainsi qu'une plus grande prise en compte du genre et la participation des jeunes.

L'idée ici est que la gestion durable de l'eau nécessite des niveaux croissants de participation de la part d'acteurs traditionnellement marginalisés tels que le secteur privé, les acteurs non étatiques, les jeunes et les femmes.

Le plan d'action devrait également promouvoir des activités visant à accélérer le rétablissement après les effets de la pandémie de la COVID-19 et à accroître la résilience face aux catastrophes futures.

La COVID-19 a entravé les progrès dans la mise en œuvre du programme d'eau et a également révélé les faiblesses des institutions de la région en ce qui concerne leur résilience aux catastrophes.

Le PASR V examinera les résultats des études d'évaluation en cours sur l'impact de la COVID-19 dans le secteur de l'eau.

Le développement du PASR V devrait être achevé au début de 2021. □

Les Ministres de la SADC conviennent d'amender le Protocole sur l'Energie

LES MINISTRES de l'énergie de la SADC ont convenu d'amender le Protocole sur l'Energie pour inclure des réformes institutionnelles et faciliter la participation du secteur privé.

Le protocole qui prévoit le développement harmonieux des politiques énergétiques nationales a été adopté pour la première fois en 1996 et est entré en vigueur en avril 1998.

Le Comité des Ministres de l'Energie de la SADC, réuni conjointement avec leurs homologues de l'Eau, a approuvé le projet d'Accord modifiant le Protocole de la SADC sur l'Energie (1996) ainsi que le projet d'amendements à l'Annexe 1.

Le projet d'accord et les amendements ont maintenant été transmis au Comité des Ministres responsables de la Justice pour approbation juridique et soumission ultérieure au Conseil des Ministres de la SADC pour examen et approbation en mars 2021.

La justification de l'examen du protocole sur l'énergie reposait sur la nécessité d'éliminer les incohérences, de corriger les insuffisances, de saisir les réformes institutionnelles émergentes et de prévoir la participation du secteur privé au développement des infrastructures.

Cela a nécessité l'amendement de l'Annexe 1 du

protocole qui traite des directives pour la coopération dans les sous-secteurs énergétiques prioritaires de la SADC que sont l'électricité, le pétrole et le gaz, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Diverses sections de l'annexe sont obsolètes et doivent être modifiées en fonction des problèmes émergents.

L'un de ces problèmes est la création du Centre de la SADC pour les Energies Renouvelables et l'Efficacité Énergétique (SACREEE), qui n'existait pas au moment où le protocole a été adopté il y a 24 ans.

Basé en Namibie, le SACREEE a été créé en août 2015 à la suite d'une décision du Conseil des Ministres de la SADC d'approuver une recommandation du Comité des Ministres de l'Energie.

Le centre vise à contribuer à un accès accru aux services énergétiques modernes et à une sécurité énergétique améliorée dans toute la région de la SADC grâce à la promotion de l'adoption basée sur le marché des énergies renouvelables et des technologies et services énergétiques efficaces.

Le protocole a également été revu pour l'aligner sur les dispositions du Plan Directeur des Infrastructures Régionales, qui a été adopté en 2012.

Le plan directeur guide le développement des infrastructures dans les six secteurs prioritaires que sont l'énergie, les technologies de l'information et de la communication, la météorologie, le tourisme, les transports et l'eau, et servira également de cadre de planification et de coopération avec les partenaires au

développement et le secteur privé.

La réunion des ministres, qui a été coordonnée virtuellement par le Mozambique, a également examiné les progrès accomplis dans le développement du programme gazier régional dans la SADC, en particulier les questions liées aux politiques, aux questions stratégiques, institutionnelles et réglementaires.

Les ministres ont approuvé des recommandations visant à promouvoir le développement des infrastructures et des marchés gaziers dans la région.

Ils ont également exhorté les États membres à développer rapidement les infrastructures et les marchés du gaz dans la région et ont salué les progrès accomplis dans l'élaboration du Plan Directeur Régional du Gaz, phase I, et ont pris note de la feuille de route pour l'élaboration du Plan Directeur Régional du Gaz, phase II, selon un communiqué publié après la réunion tenue via la technologie de vidéoconférence le 30 octobre.

La région possède certains des plus grands gisements de gaz naturel au monde et leur exploitation améliorerait la situation énergétique de la région et contribuerait au mix énergétique régional, qui est dominé par le charbon.

Lors du 38e Sommet de la SADC tenu à Windhoek, en Namibie, en août 2018, le Secrétariat a été chargé d'opérationnaliser le Comité régional du gaz et d'élaborer le Plan Directeur Régional du gaz. Pour opérationnaliser cette décision du Sommet, le Secrétariat a commandé une étude entre novembre 2019 et avril 2020 sur l'état du secteur du gaz naturel de la SADC.

Le rapport d'étude a débattu les moteurs d'un marché régional du gaz, analysé les cadres réglementaires propices et évalué la situation de l'offre et de la demande de gaz naturel dans la région ainsi que les perspectives de développement des infrastructures gazières régionales.

'était dans le but de développer une industrie gazière de la SADC et de créer des centrales de production d'énergie au gaz pour diversifier le mix énergétique de production dans la région, qui est actuellement dominée par le charbon et l'hydroélectricité.

La réunion a examiné les progrès accomplis dans la transformation de l'Association des régulateurs régionaux de l'électricité d'Afrique australe (RERA) en une autorité de régulation.

La transformation de l'association en autorité devrait relever les défis opérationnels liés à la gouvernance réglementaire rencontrés par certains États membres de la SADC.

Officiellement lancée en septembre 2002, RERA est une association formelle de régulateurs de l'électricité qui fournit une plate-forme de coopération entre les régulateurs de l'électricité dans la région de la SADC. Cependant, elle n'a pas le pouvoir de fixer des règles juridiquement contraignantes.

Son adhésion est ouverte à tous les organes de régulation de l'électricité de la SADC. Actuellement, tous les États membres de la SADC, à l'exception de l'Union des Comores et de la RDC, ont des régulateurs de l'électricité, mais les Seychelles, Madagascar et Maurice ne sont pas encore membres de la RERA. sardc.net □





Vers une parité de 50/50

Par Thenjiwe Ngwenya

L'ÉGALITÉ POUR les femmes et les hommes continue d'être une priorité absolue pour le programme de développement de la SADC.

L'égalité des sexes est fermement ancrée dans la Déclaration et le Traité qui ont établi la communauté partagée de la SADC, et les États membres ont adopté l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des hommes parmi les priorités pour la réalisation du développement durable.

Les États membres ont fait des progrès significatifs vers l'aspiration à l'égalité et à l'équité entre les sexes depuis la création de la SADC il y a 40 ans en 1980. Cependant, des obstacles subsistent et entravent la réalisation de l'égalité des sexes dans la région.

Il est nécessaire que les habitants de la région, par le biais de leur communauté régionale, maintiennent et renforcent l'élan et s'attaquent à certains des obstacles pour garantir que la région répond à l'égalité et à l'autonomisation des femmes et des hommes d'ici 2030.

Un examen rapide des progrès en matière de genre dans la SADC au cours des 25 années écoulées depuis la quatrième Conférence Mondiale des Nations Unies sur les femmes qui a approuvé les principes et les objectifs de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, révèle que certains États membres sont actifs et que d'autres sont à la traîne en agissant en faveur de l'égalité des sexes.

Dans le domaine de la politique et de la prise de décision, les progrès de la SADC sur la représentation des femmes dans les secteurs public et privé restent irréguliers, la majorité des États membres n'ayant pas encore atteint l'objectif de représentation 50/50.

La Déclaration et le Programme d'action de Beijing est un engagement à faire progresser les droits des femmes,

adopté en 1995 par la communauté mondiale en tant que feuille de route pour la réalisation de l'égalité des sexes. Les États membres de la SADC ont décidé délibérément d'intégrer ces engagements dans leur programme de développement régional en approuvant la Déclaration de la SADC sur le Genre et le Développement en 1997 et l'Additif sur la Prévention et l'Élimination de la Violence à l'égard des Femmes et des Enfants en 1998.

La Déclaration de la SADC sur le Genre et le Développement de 1997 a appelé à au moins 30 pour cent de représentation et de participation des femmes dans la politique et aux postes de décision.

Cet objectif a ensuite été porté à 50/50 par le Protocole révisé de la SADC sur le Genre et le Développement adopté en 2016.

Au cours de la période 1997-2015, lorsque l'objectif était de 30 pour cent, seuls trois États membres de la SADC ont atteint l'objectif en ce qui concerne la représentation des femmes au parlement - le Mozambique, l'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie.

À cette époque, le Mozambique avait une représentation de 34,8 pour cent,

tandis que l'Afrique du Sud et la Tanzanie avaient respectivement 32,8 pour cent et 30,4 pour cent, selon le Baromètre de l'Égalité entre les sexes et le Développement de la SADC 2016.

En Tanzanie, cela a été réalisé grâce à une clause constitutionnelle qui a établi des sièges spéciaux pour les femmes qui représentaient 30 pour cent du total des sièges au Parlement, et le pourcentage de femmes parlementaires au-dessus qui ont été élues dans les circonscriptions.

Pour le Mozambique et l'Afrique du Sud, cela était dû à

leurs systèmes électoraux de représentation proportionnelle et aux politiques de leurs principaux partis politiques visant à surmonter la discrimination fondée sur le sexe en ayant un quota fixe de femmes sur leurs listes de nomination - au début, un nom sur trois était des femmes et par la suite, un sur deux.

Au cours des 10 dernières années, la représentation des femmes a été irrégulière, par exemple, en Angola, à Eswatini, au Lesotho et au Malawi, il y a eu une tendance à la baisse. □

La SADC commémore la Journée Mondiale du SIDA



La SADC s'est jointe à la communauté mondiale le 1er décembre pour commémorer la Journée mondiale du SIDA sous le thème « Solidarité mondiale, responsabilité partagée ».

La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a déclaré que toutes les parties prenantes devraient continuer à travailler ensemble pour freiner le VIH/SIDA.

« Les Gouvernements et toutes les parties prenantes ont la responsabilité de travailler ensemble et de placer les personnes au centre de leurs programmes en mettant en œuvre des stratégies de respect des droits de l'homme et de genre qui ne laisseront personne de côté et aideront à mettre fin au SIDA et à la pandémie de la COVID-19 », a déclaré Dr Tax dans un rapport.

Elle a déclaré qu'il est nécessaire que les États membres de la SADC augmentent leurs efforts de collaboration et leurs ressources et veillent à ce que le SIDA soit enrayer d'ici 2030. □

Comblent le fossé du rôle des femmes dans la paix et la sécurité

ALORS QUE l'Afrique a consacré l'année 2020 à accélérer l'action et les efforts pour mettre fin à toutes les guerres, conflits civils, violences basées sur le genre et la prévention du génocide, le rôle des femmes et des filles a été souligné comme faisant partie intégrante de la mise en œuvre de la feuille de route principale pour faire taire les armes sur le continent.

La Commissaire aux Affaires Politiques de l'Union africaine, Minata Cessouma, a déclaré qu'il était nécessaire d'intensifier l'implication des femmes et des filles dans les mécanismes de

prévention, les interventions pour la consolidation de la paix et les efforts de reconstruction après le conflit.

Elle a déclaré que les contributions des femmes aux initiatives de paix ne peuvent se limiter à des rôles symboliques et que, par conséquent, des efforts délibérés doivent être déployés pour accroître la participation des femmes et des filles au programme de paix et de sécurité aux niveaux communautaire, national, régional et continental.

La Secrétaire Exécutive de la Commission Economique des

Nations Unies pour l'Afrique, Vera Songwe, a confirmé que les armes à feu continuaient à faire taire la voix des femmes, les privant de leur dignité humaine à des niveaux sans précédent.

« Les femmes peuvent contribuer à améliorer la croissance économique de l'Afrique de façon exponentielle et cette croissance peut à son tour aider les femmes africaines alors que nous cherchons à combler l'écart économique entre les sexes. Nous devons faire taire les armes à feu maintenant », a déclaré Songwe. □



La SADC lance un appel régional pour lutter contre les épidémies de criquets migrants

LA MENACE des criquets migrants peut être éradiquée en Afrique australe grâce à la mise en œuvre conjointe de mesures de riposte.

Ceci est contenu dans un appel international lancé par la SADC pour soutenir la lutte contre l'épidémie de Criquet Migrant Africain (*Locusta migratoria*) qui a touché au moins 10 des 16 États membres.

L'appel augmentera la capacité de la SADC à renforcer la réponse d'urgence dans les pays touchés et les institutions régionales d'appui pour supprimer le ravageur en particulier dans les points chauds, établir une surveillance acridienne communautaire, une alerte précoce un contrôle pour renforcer le lien entre la réponse d'urgence et la résilience communautaire.

Il renforcera les systèmes d'alerte précoce grâce à la participation communautaire, à la surveillance, à la cartographie et à l'utilisation des applications informatiques de rapport et de communication.

Le fonds contribuera également à l'achat d'équipements de surveillance et d'intervention d'urgence, de pesticides et / ou de services, à la réalisation de pulvérisations ponctuelles d'urgence au sol avec des pesticides synthétiques respectueux de l'environnement, ainsi qu'au renforcement des mécanismes existants d'échange d'informations et de coordination entre les pays pour une riposte collective efficace.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Tax, a appelé les États membres à accélérer les mesures de préparation aux catastrophes et à utiliser les données continuellement générées et partagées par le Secrétariat.

« Renforcer l'engagement, la coordination, le développement des capacités et le suivi et

l'évaluation aux niveaux sous-national, national et régional, tout en adoptant des initiatives de renforcement de la résilience ne peut être surestimé », a-t-elle déclaré.

Les criquets provoquent une grave insécurité alimentaire et nutritionnelle et la perte de moyens de subsistance en endommageant les cultures et les pâturages, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire existante dans les communautés déjà touchées par les contraintes de ressources en raison des inondations, de la sécheresse et des impacts de la COVID-19.

Le Rapport de Synthèse du Programme Régional d'Évaluation et d'Analyse de la Vulnérabilité de 2020 indique que 51,33 millions de personnes en Afrique australe sont en situation d'insécurité alimentaire.

Les dommages aux cultures de la saison 2019/2020 ont été minimes car la récolte était en

grande partie terminée au moment de l'épidémie. Si elle n'est pas contenue cependant, la pandémie est susceptible d'avoir un impact négatif sur les bonnes perspectives de la campagne agricole 2020/2021 qui intervient dans le contexte des pluies favorables attendues.

L'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) estime qu'un essaim peut contenir des dizaines de millions d'ailés et qu'un essaim de criquets de 20 km² avec une densité moyenne de 60 millions d'ailés / km² peut manger la même quantité de nourriture en un seul jour qui nourrirait 2 500 personnes pendant un an.

La flambée de Criquets Migrants Africains, qui a débuté en mai de cette année, a été signalée en Afrique du Sud, en Angola, au Botswana, à Eswatini, au Malawi, au Mozambique, en Namibie, en

Tanzanie, en Zambie et au Zimbabwe.

On pense que le changement climatique est le principal moteur des nouvelles introductions en raison des changements dans les régimes météorologiques qui créent un environnement propice à l'introduction, à l'établissement et à la propagation de nouveaux ravageurs et maladies.

L'appel international, soutenu par le Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique australe et l'IRLCOCSA, se concentrera sur les interventions d'urgence dans les points chauds acridiens et renforcera la coordination et l'échange d'informations entre les pays touchés. Il permettra également des activités de surveillance aérienne et de cartographie dans les zones difficiles d'accès et fournira un appui technique à la création d'unités nationales de surveillance et de lutte antiacridienne. □

La SADC enregistre une augmentation de la production de poisson

LA SADC a enregistré une augmentation de la production aquacole de 92773 tonnes déclarées en 2019 à 100950 tonnes.

L'augmentation est le résultat de la mise en œuvre des programmes nationaux d'aquaculture stipulés dans la Stratégie Régionale d'Aquaculture de la SADC par une majorité des États membres.

Le secteur de la pêche contribue en moyenne à environ 2 pour cent au Produit Intérieur Brut de la SADC, avec des exportations moyennes totales de 152 millions de dollars Américains et des importations moyennes de 100 millions de dollars Américains.

Le secteur de la pêche emploie en moyenne 145 000 personnes, dont plus d'un million en bénéficient indirectement.

La consommation de poisson par habitant dans la région est de 11 kg par personne, ce qui représente en moyenne 16 pour cent de l'apport total en protéines animales et 5 pour cent de l'apport total en protéines, ce qui rend la contribution de la pêche à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région significative.

Outre la sécurité alimentaire et la contribution économique, les eaux océaniques et intérieures telles

que les lacs, les rivières et les réservoirs fournissent des valeurs de conservation et de biodiversité d'importance mondiale.

Afin d'optimiser les bénéfices de la pêche et de l'aquaculture, les chefs d'État de la SADC ont approuvé en 2001 le Protocole de la SADC sur les pêches.

Le Protocole vise à favoriser une utilisation responsable et durable des ressources aquatiques vivantes et des écosystèmes aquatiques d'intérêt pour les États parties afin de promouvoir et d'améliorer la sécurité alimentaire et la santé humaine, et les moyens de subsistance des communautés de pêcheurs et de générer des opportunités économiques auprès des ressortissants de la région.

Il cherche également à réduire la pauvreté dans l'objectif ultime de son éradication, ainsi qu'à faire en sorte que les générations futures bénéficient de ces ressources renouvelables. □



La Sécurité Hydrique, Énergétique et Alimentaire peuvent être atteintes

Par Eglina Tauya

LA SÉCURITÉ Hydrique, Énergétique et Alimentaire peuvent être atteintes en Afrique australe grâce à des efforts conjoints et à l'intégration avec d'autres secteurs de l'économie.

Telle était la conclusion d'une réunion ministérielle conjointe tenue le 30 octobre et présidée par Ernesto Tonela, le Ministre des Ressources Minérales et de l'Énergie du Mozambique, qui est l'actuel président en exercice de la SADC.

Le Ministre Tonela a félicité les États membres de la SADC pour leurs méthodes résilientes de gestion de la pandémie de la COVID-19 tout en continuant à améliorer les stratégies de sauvegarde des opérations d'énergie et d'eau.

Il a appelé les États membres de la SADC à adopter et à opérationnaliser des mécanismes de coordination.

Il a déclaré que des efforts conjoints sont nécessaires pour parvenir à un approvisionnement constant en énergie et en eau qui fournira un développement durable, garantira l'industrialisation, réduira la pauvreté, réalisera l'intégration régionale, stimulera la croissance économique et améliorera la qualité de vie des habitants de la région de la SADC.

La région de la SADC a connu une croissance économique, une croissance démographique et des facteurs de niveau de vie améliorés qui ont exercé une

pression sur les ressources en eau, en énergie et en nourriture en plus de l'impact du changement climatique.

Pour relever ces défis, les Ministres de la SADC responsables de l'Énergie et de l'Eau ont approuvé le Cadre du Nexus eau-énergie-alimentation (EEA), qui vise à garantir l'approvisionnement de ces ressources en renforçant les synergies et en réduisant les compromis entre ces secteurs.

Les Ministres ont confirmé qu'une solution durable à ces défis ne peut être réalisée que lorsque les secteurs concernés trouvent un accord véritablement collaboratif, car toute stratégie qui se concentre sur l'eau, la nourriture ou l'énergie séparément sans tenir compte des interconnexions risque de graves conséquences involontaires.

L'approche Nexus met en évidence les interdépendances entre la réalisation de la sécurité de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation pour le bien-être humain tout en garantissant une utilisation écologiquement durable des ressources essentielles.

Il comble les clivages traditionnels entre chacun des secteurs et adopte une perspective à long terme qui est pertinente pour tous les grands processus internationaux visant le développement durable, y compris la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD).

Le Nexus - EEA est donc un pilier central de l'Agenda 2030 de la SADC, en tant que catalyseur du développement durable dans ses trois dimensions.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr. Stergomona Lawrence Tax, a salué la décision d'adopter l'approche nexus, déclarant: « nous sommes en effet sur la

bonne voie, et si nous nous engageons tous dans cette voie, nous en tirerons certainement de plus grands bénéfices dans un proche avenir.

La Dr Tax a en outre souligné l'importance de l'approche nexus car elle contribue grandement à l'intégration régionale, y compris l'industrialisation, la protection de l'environnement et, finalement, à la paix et à la stabilité, au développement socio-économique et à la réduction de la pauvreté dans la région.

Traditionnellement, la conception des systèmes d'eau et d'énergie a été faite indépendamment ou considérée comme des interdépendances simplifiées entre les systèmes. Cette approche manque de précieuses synergies entre eux et ne prend pas en compte en détail le partage et la répartition des avantages entre les secteurs et / ou entre les États membres.

En ce qui concerne le Plan indicatif régional de développement stratégique de la SADC (RISDP) 2020-30 et la Vision 2050 de la SADC, la Dr Tax a noté que le principal domaine d'intervention en 2020/2021 reste orienté vers la mise en œuvre des autres composantes du Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC. (RIDMP), qui vise à créer un environnement propice à la réalisation de la sécurité de l'eau et de l'énergie pour tous.

Les défis de la sécurité hydrique, énergétique et alimentaire sont liés à la baisse des précipitations qui a abaissé les niveaux d'eau dans les réservoirs, au changement climatique et à la demande croissante en raison de la croissance démographique et des aspirations à un niveau de vie plus élevé.

Les prévisions du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur le Changement Climatique: (GEICC) indiquent une diminution des précipitations annuelles de 20 pour cent d'ici 2080 dans la plupart des régions de la région, tandis que la durée de la saison des pluies se raccourcira.

Environ 70 pour cent de la population de la région de la SADC dépend de l'agriculture pluviale pour la production agricole, et de larges segments de la population rurale sont engagés dans l'agriculture de subsistance, l'élevage et la pêche artisanale.

La demande en eau, en nourriture et en énergie dans la région devrait augmenter de 30 à 50% au cours des deux prochaines décennies.

Selon le Southern African Power Pool, la demande régionale d'énergie devrait atteindre plus de 115 000 MW d'ici 2030.

Les prélèvements d'eau destinés à l'irrigation devraient augmenter de 10% d'ici 2050, tandis que 60% supplémentaires de nourriture seront nécessaires pour nourrir la région en 2050.

Cela devrait accroître la demande en énergie et en eau.

Comme les trois secteurs sont inextricablement liés, le développement et la gestion non coordonnés dans un domaine peuvent avoir un impact négatif sur les autres.

Ce Nexus Sécurité Hydrique-Énergétique-Alimentaire oblige donc les États membres à développer des approches innovantes et intégrées de la gestion des trois secteurs afin d'optimiser l'utilisation des ressources, d'équilibrer les demandes concurrentes et de maximiser les avantages. sardc.net □

Le Sommet Extraordinaire

Progresser vers l'intégration régionale malgré la mena

LES LEADERS de la SADC doivent se réunir pour un sommet extraordinaire en mars 2021 afin de tracer le programme de développement de la région. La réunion fait suite au 40e Sommet de la SADC tenu en août dans un format virtuel coordonné depuis Maputo, au Mozambique. Cette édition de l'Afrique Australe Aujourd'hui examine certaines des principales questions qui devraient être discutées lors du Sommet extraordinaire qui doit être accueilli par le Mozambique en mars 2021.

Renforcer la mise en œuvre des initiatives régionales

L'un des domaines prioritaires pour le sommet sera de discuter de la mise en œuvre de la Vision 2050 de la SADC qui a été approuvée en août.

La vision définit les aspirations de la région jusqu'en 2050 et cherche à consolider la SADC en tirant parti des domaines d'excellence et en mettant en œuvre des priorités pour parvenir à un développement socio-économique durable et inclusif soutenu par une bonne gouvernance et une paix et une sécurité durables dans la région.

Le sommet extraordinaire évaluera comment les États membres de la SADC déploient la mise en œuvre de la Vision, aux niveaux national et régional.

Étroitement liée à cela, la réunion visera également à encourager les États membres à intensifier la mise en œuvre de diverses autres initiatives régionales telles que le nouveau Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP), la Stratégie et la Feuille de route pour l'industrialisation de la SADC et le Plan Directeur de Développement des Infrastructures Régionales de la SADC.

La mise en œuvre efficace de ces documents stratégiques est essentielle pour faire avancer le programme d'intégration de l'Afrique australe.

Exploiter un marché élargi

Un autre enjeu important pour la SADC en 2021 est de s'assurer que la région bénéficie pleinement de l'opérationnalisation de la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf), qui commencera ses activités le 1er janvier 2021.

La ZLECAf est un marché élargi qui regroupe les 55 membres de l'UA, couvrant un marché de plus de 1,2 milliard d'habitants et un Produit Intérieur Brut (PIB) combiné de plus de 3 400 milliards de dollars américains.

L'opérationnalisation de la ZLECAf a la capacité de changer le paysage économique mondial et de stimuler le commerce intra régional à travers le continent.

Engagement du secteur Public-Privé

Un engagement public-privé dynamique est essentiel pour faire progresser l'intégration régionale en Afrique australe. À cet égard, dans le cadre du sommet, un engagement du secteur public-privé sera convoqué pour commémorer le 40e anniversaire de la SADC.

L'engagement vise à explorer les moyens par lesquels les gouvernements et le secteur privé peuvent travailler ensemble pour promouvoir le développement économique durable dans la région.

La décision de renforcer l'engagement du secteur privé dans l'intégration régionale est conforme aux recommandations de la Retraite ministérielle stratégique de la SADC sur la « SADC que nous voulons » tenue à Ezulwini, au Royaume d'Eswatini en mars 2017.

La retraite a convenu de mesures visant à renforcer la mise en œuvre du programme d'intégration et à promouvoir la participation inclusive des citoyens aux programmes régionaux.

Il a été noté que le manque de participation directe du secteur privé constituait un obstacle au développement économique.

Les Partenariats Public-Privé (PPP) sont considérés comme un modèle viable pour attirer les investissements pour des projets publics en permettant aux gouvernements d'avoir un accès plus large à des capitaux supplémentaires et à des financements hors bilan.

Les PPP favorisent également une plus grande efficacité et durabilité dans la fourniture de services publics tels que l'eau, l'assainissement, l'énergie, les transports, les télécommunications, les soins de santé et l'éducation.

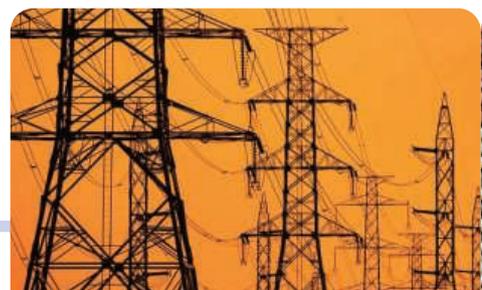
Des PPP bien structurés peuvent aider les gouvernements à tirer parti de l'expertise et de l'efficacité du secteur privé afin de mobiliser des capitaux et de stimuler le développement.

En outre, les PPP sont essentiels pour aider à répartir les risques entre les secteurs public et privé là où ils peuvent être gérés au mieux et garantir que les ressources sont allouées judicieusement pour répondre aux besoins de développement les plus urgents.

Reconnaissant que la participation du secteur privé est essentielle pour la mise en œuvre réussie de la stratégie d'industrialisation, le Secrétariat de la SADC, en collaboration avec les organes faitiers du secteur privé de la région, a décidé de créer le Conseil des entreprises de la SADC, qui a été lancé en août 2019.

Faire face à la situation énergétique régionale

L'accès et la disponibilité de l'énergie sont essentiels pour promouvoir le commerce et le développement dans la SADC. Le sommet extraordinaire devrait discuter des moyens de renforcer le développement énergétique pour faire face aux pénuries



Impacte de la COVID-19

d'électricité qui ont entravé la croissance économique et le développement depuis 2007, en raison de la diminution de la capacité de production et de la croissance de la demande.

La SADC, à travers le Pool Énergétique de l'Afrique australe qui coordonne la planification, la production, le transport et la commercialisation de l'électricité en Afrique australe pour le compte des services publics des États membres, a prévu de mettre en service un total de 8 781 mégawatts de nouvelle électricité pour le réseau électrique régional en 2020.

Cependant, l'avènement du nouveau coronavirus connu sous le nom de COVID-19 a entravé certains de ces plans. Par conséquent, il est maintenant important pour la SADC de réaligner ses plans et d'assurer la disponibilité de l'énergie pour alimenter l'intégration et le développement régionaux.

Le sommet extraordinaire devrait discuter des progrès des efforts en cours pour améliorer la capacité de production d'électricité de la région.

Lutter contre la COVID-19

La lutte contre la propagation et l'impact de la COVID-19 continuera d'être une priorité pour la SADC en 2021 et le sommet extraordinaire devrait délibérer sur les progrès.

La COVID-19 a eu un impact grave sur l'économie mondiale et a entraîné la perte de nombreuses vies et a obligé la plupart des États membres de la SADC à imposer des confinements socio-économiques, ainsi que des mesures de protection telles que le port de masques.

Bien que les confinements aient contribué à atténuer et à contenir la propagation du virus, leur impact a affecté le développement régional.

Le Sommet extraordinaire devrait explorer les moyens par lesquels les États membres pourraient investir davantage de ressources dans le renforcement de leurs systèmes de santé publique et mettre en œuvre des mesures pour freiner la propagation du virus.

Par exemple, les États membres qui commencent à rouvrir leurs économies ainsi que les voyages aériens et les frontières terrestres peuvent vouloir appliquer des normes anti-coronavirus telles que la distance sociale sur les lieux de

travail, les examens de santé réguliers et le port de masques à tout moment.

Il est également essentiel que les pays mettent en place des mesures de protection sociale dynamiques pour protéger la population contre les effets de la perte de revenus, en particulier en raison du confinement économique imposé par un certain nombre de pays en réponse à la pandémie.

Lancement de la publication LA SADC @ 40

À partir d'une série de consultations tenues à la fin des années 1970 par des représentants des États de la ligne de front pour forger une alliance plus étroite, les neuf États indépendants d'Afrique australe ont pu former une organisation



régionale dynamique, la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) en 1980, qui a ensuite été transformé en SADC en 1992.

La SADC a soufflé sur ses 40 bougies en 2020 et dans le cadre de ses célébrations, le Sommet Extraordinaire fera le bilan de son parcours d'intégration, qui sera documenté dans une publication sur la SADC @ 40:

La Communauté de Développement de l'Afrique australe 1980-2020 qui présente les principales réalisations et les jalons enregistrés par la SADC depuis la formation il y a 40 ans.

Lancement de la publication LA SADC @ 40

À partir d'une série de consultations tenues à la fin des années 1970 par des représentants des États de la ligne de front pour forger une alliance plus étroite, les neuf États indépendants d'Afrique australe ont pu former une organisation régionale dynamique, la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC) en 1980, qui a ensuite été transformé en SADC en 1992.

La SADC a soufflé sur ses 40 bougies en 2020 et dans le cadre de ses célébrations, le Sommet Extraordinaire fera le bilan de son parcours d'intégration, qui sera documenté dans une publication sur la SADC @ 40: La Communauté de Développement de l'Afrique australe 1980-2020 qui présente les principales réalisations et les jalons enregistrés par la SADC depuis la formation il y a 40 ans.



Conférence publique sur le 40e anniversaire de la SADC

Dans le cadre de son 40e anniversaire, une conférence publique sur la SADC aura lieu, où un ancien chef d'État et de gouvernement de la SADC devrait livrer une histoire institutionnelle importante aux générations présentes et futures.

La Conférence publique de la SADC est organisée par le Secrétariat de la SADC en collaboration avec une université du pays hôte du Sommet de la SADC. Les conférences publiques aident à faire connaître la SADC afin que les gens comprennent mieux les divers avantages de l'appartenance à une communauté partagée de l'Afrique australe.

La dernière conférence publique de la SADC a été donnée par l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa (défunt) qui a appelé la région à tirer parti du « vaste dividende du savoir » qui réside dans ses jeunes, ainsi qu'à exploiter les nouvelles technologies pour assurer une intégration régionale plus approfondie.

Mkapa, qui a été président de la République-Unie de Tanzanie de 1995 à 2005, a appelé toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements, le secteur privé et la société civile, à travailler ensemble pour autonomiser les jeunes porteurs de flambeau du programme d'intégration régionale.

La conférence publique, qui a eu lieu avant le 39e Sommet de la SADC tenu en août 2019 à Dar es Salaam, République-Unie de Tanzanie, a été organisée conjointement par l'Institut Uongozi, le ministère tanzanien des Affaires étrangères et de la Coopération est-africaine, le Secrétariat de la SADC et l'Université de Dar es Salaam. □



Industrialiser l'Afrique

Par Kizito Sikuka

LA PANDÉMIE de la COVID-19 qui a affecté le paysage socio-économique mondial a mis en évidence la nécessité pour l'Afrique de s'industrialiser et de commercer davantage avec elle-même qu'avec le monde extérieur.

Une Afrique industrialisée peut avoir la capacité de se protéger des volatilités mondiales des prix des produits de base qui ont continué de dicter l'orientation du commerce et du progrès économique de l'Afrique.

En outre, l'industrialisation du continent signifierait moins de ressources brutes expédiées et échangées ailleurs, permettant aux pays africains de profiter pleinement de leurs ressources naturelles, ainsi que de créer des emplois pour ses citoyens.

À cet égard, il est essentiel que le continent s'attaque et saisisse toutes les dures réalités ou menaces telles que la pandémie actuelle de la COVID-19 et les transforme en

opportunités pour renforcer l'industrialisation et le commerce intra-africain.

Par exemple, une demande accrue de médicaments et de fournitures médicales pendant et après la période COVID-19 devrait créer un environnement propice pour que l'Afrique crée ses propres industries pharmaceutiques.

Une autre opportunité est de travailler collectivement pour faire en sorte que la Zone de Libre Échange Continentale Africaine (ZLECAf) - qui vise à démanteler les barrières commerciales entre les pays africains en approfondissant l'intégration grâce à l'amélioration du développement des infrastructures, des flux d'investissement et de la concurrence accrue - soit un énorme succès.

Prenant la parole lors de la Semaine de l'industrialisation de l'Afrique qui s'est déroulée du 16 au 20 novembre, la Secrétaire Exécutive de la Commission Économique pour l'Afrique, la Dr Vera Songwe, a déclaré que l'industrialisation était impérative pour le développement de l'Afrique, en particulier maintenant que la communauté mondiale est confrontée à la pandémie de la COVID-19.

« La pandémie de la COVID-19 a ouvertement exposé le vide des économies africaines sur plusieurs fronts, y compris la fragilité et la faiblesse des capacités industrielles de l'Afrique », a-t-elle déclaré, ajoutant qu'il y avait une opportunité pour le continent de reconfigurer son discours de développement vers la hiérarchisation des initiatives qui soutiennent l'industrialisation de l'Afrique.



Dr Vera a déclaré que sans

une transition des produits de base à la valeur ajoutée et à la diversification économique, les économies africaines auront une marge de croissance et de développement limitée, donc l'industrialisation est essentielle pour renforcer la résilience socio-économique et l'autosuffisance en Afrique.

Elle a déclaré que même face à des difficultés ou des défis tels que la pandémie de la COVID-19, l'Afrique ne devrait pas manquer de détermination pour industrialiser son économie car une grande partie de sa croissance et de sa prospérité reposent sur le continent qui échange davantage avec lui-même.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, a souscrit à cet accord, ajoutant que le nouveau coronavirus avait clairement montré à quel point nous sommes loin de la réalisation des objectifs de développement

visant à faire progresser l'intégration et le développement durable dans la région.

En tant que moteur majeur de la transformation prévue pour la région, le secteur industriel est l'un des secteurs significativement touchés par la pandémie de la COVID-19.

Par conséquent, il est important pour la région de comprendre et d'apprécier l'ampleur des dommages que la pandémie a sur leurs économies, et de réagir par des mesures appropriées pour s'assurer que la perturbation n'annule pas sérieusement les développements clés de l'industrialisation de la région.

L'une de ces mesures consiste à mettre en place un stimulus économique dynamique pour protéger le secteur privé des effets de la COVID-19 et à le préparer à prendre part aux opportunités créées par la pandémie. sardc.net □

La Russie est prête à s'associer à la SADC pour produire le vaccin COVID-19

LA RUSSIE est prête à collaborer avec les États membres de la SADC pour produire le vaccin COVID-19 en utilisant les capacités et les fournisseurs locaux.

L'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire sortant de la Russie au Botswana et Représentant spécial auprès de la SADC, le Dr Victor Sibilev a déclaré cela lors de sa réunion avec la Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, le 30 novembre à Gaborone.

La Russie est devenue l'un des premiers pays à développer et à distribuer son vaccin COVID-19, connu sous le nom de Spoutnik V. Le Dr Sibilev a déclaré que son pays était donc disposé à

partager son expérience dans la production de vaccins anti-coronavirus, ayant enregistré le tout premier vaccin efficace et abordable.

Il a déclaré que par le biais du Fonds d'Investissement Direct Russe (FIDR), qui avait les droits exclusifs de produire et de fournir le vaccin à l'étranger, les États membres de la SADC ont été invités à établir des partenariats avec le FIDR pour produire le vaccin dans la région de la SADC en utilisant les capacités et les fournisseurs locaux.

Dr Tax a déclaré que la collaboration était la bienvenue car elle aidera la région à contenir la propagation de la pandémie qui a eu un impact sur le paysage

socio-économique mondial.

En outre, la collaboration renforcera le partenariat Russie-SADC, qui remonte à de nombreuses années.

Les relations entre la Russie et la SADC sont contenues dans un Mémoire d'Entente sur les Principes Fondamentaux des Relations et de la Coopération signé en octobre 2018, ainsi qu'un autre accord sur la Coopération Technique Militaire signé en juillet 2018.

En 2019, les États membres de la SADC ont participé au tout premier Sommet et Forum Économique Russie-Afrique qui s'est tenu à Sotchi, en Russie. □



La SADC et les PIC planifient une nouvelle collaboration

Par Eglina Tauya

UN NOUVEAU partenariat entre la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC) et ses partenaires internationaux de coopération (PIC) a établi un plan pour les conditions post COVID 19 et a montré des signes pour un véritable partenariat.

La réunion de dialogue de cette année entre la SADC et les PIC s'est tenue virtuellement le 20 novembre et a salué l'aube d'une nouvelle ère inaugurée par l'approbation de la Vision 2050 de la SADC et du Plan de Développement Stratégique Indicatif Régional (RISDP) 2020-2030 par le 40e Sommet de la SADC en août 2020.

Selon la vision, la SADC envisage une région industrialisée pacifique, inclusive, compétitive, à revenu moyen à élevé, où tous les citoyens jouissent d'un bien-être économique durable, de la justice et de la liberté.

Soutenant la vision, le RISDP 2020-2030 a des priorités qui reposent sur une base solide de paix, de sécurité et de gouvernance démocratique, et reposent sur les trois piliers du développement industriel et de l'intégration des marchés; du développement des infrastructures à l'appui de l'intégration régionale; du développement du capital social et humain.

Les questions transversales comprennent le genre, la jeunesse, l'environnement et le changement climatique et la gestion des risques et des catastrophes.

Les interventions des PIC devraient être conformes aux aspirations suscitées par les nouveaux cadres stratégiques. S'adressant à la réunion, l'ambassadeur Alfredo Nuvunga, directeur de l'intégration régionale et continentale du ministère des Affaires étrangères et de la coopération au Mozambique, a

salué l'engagement des PIC à continuer de coopérer avec la SADC dans la mise en œuvre de la Vision 2050 et RISDP 2020-2030.

Il a déclaré que cela était conforme aux principes d'efficacité de l'aide inscrits dans la Déclaration de Paris de 2005, la Déclaration de Windhoek de la SADC de 2006 et la Déclaration de partenariat SADC-PIC de 2012.

Les réunions de la plateforme de dialogue SADC-PIC sont un catalyseur clé pour faciliter les conversations critiques avec les PIC et créer une compréhension commune des considérations et des approches communes pour la mise en œuvre des stratégies et priorités de la région.

La plateforme facilite le dialogue politique, de politique et technique institutionnalisé et l'échange de bonnes pratiques entre la SADC et les PIC.

Il s'agit d'améliorer la coordination, l'alignement, la synergie, la complémentarité et l'harmonisation des procédures entre les deux parties, en vue de stimuler une coopération au développement efficace et l'obtention de résultats aux niveaux national et régional.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, la Dr Stergomena Tax, a souligné que la région de la SADC reste vulnérable à l'impact de la COVID-19.

Elle a remercié les PIC d'avoir étendu leur soutien national et régional à la riposte contre la COVID-19 et a déclaré qu'à mesure que la transition vers une nouvelle direction stratégique et l'ère post-COVID se déroulait, il était important de ne pas perdre de vue les domaines prioritaires qui ont guidé la coopération entre la SADC et les PIC au fil des ans.

Elle a souligné que la coopération future sera guidée par les priorités stratégiques

inscrites dans la Vision 2050 et le RISDP 2020-2030.

Les discussions ont porté sur la nécessité d'élargir le soutien à la restauration verte en tenant compte du changement climatique et de la dégradation de l'environnement.

Ceci est conforme à un accord antérieur entre la SADC et les PIC pour établir un nouveau groupe thématique sur le changement climatique et la gestion des risques et des catastrophes afin de garantir un mécanisme d'engagement solide sur les questions liées au changement climatique.

Cela deviendrait le huitième groupe thématique établi par la SADC et les PIC pour coordonner leurs activités dans divers secteurs.

D'autres groupes thématiques concernent les domaines de l'agriculture et de la sécurité alimentaire; l'énergie; le VIH et SIDA; la Technologie de l'Information et de la Communication; la paix et la sécurité; le commerce, l'industrie, les finance et l'investissement; le transport; et de l'eau.

Les groupes thématiques sont créés pour réaligner le programme d'intégration régionale de la SADC avec les programmes de développement des PIC et ainsi améliorer l'efficacité et l'efficacité de la mise en œuvre des politiques et programmes de la SADC, comme indiqué dans la Vision 2050 de la SADC et le RISDP 2020-2030.

Les groupes thématiques sont l'un des résultats de la Déclaration de Windhoek sur un Nouveau Partenariat entre la SADC et les PIC qui a été signée lors d'une conférence consultative tenue dans la capitale namibienne en avril 2006.

L'objectif du partenariat est de contribuer à la réalisation de

l'agenda commun de la SADC. Cela implique la réalisation de la mission de la SADC de promouvoir une croissance économique et un développement socio-économique durables et équitables grâce à des systèmes de production efficaces; une coopération et une intégration plus approfondies; la bonne gouvernance; le renforcement des capacités et la participation des parties prenantes; et une paix et une sécurité durables, de sorte que la région émerge comme un acteur compétitif et efficace des relations internationales et de l'économie mondiale. □

LA DÉCLARATION de Windhoek sur un nouveau partenariat entre la SADC et les Partenaires Internationaux de Coopération appelle à :

- Dialogue régulier et institutionnalisé au niveaux politique, de politique et techniques pour un engagement constructif, l'échange d'informations et d'expériences, et la promotion des meilleures pratiques en matière de coopération au développement;
- Amélioration de la coordination entre les PIC et la SADC pour garantir des mécanismes de coopération au développement plus efficaces en vue d'obtenir un impact maximal; et
- Alignement, harmonisation et rationalisation des procédures opérationnelles, règles et autres pratiques dans la fourniture de l'aide au développement à la SADC, en tenant compte des conditions locales. □

Réponse régionale pour soutenir le défi sécuritaire du Mozambique



L'AFRIQUE AUSTRALE élabore une réponse régionale globale au milieu des craintes que les tambours de guerre ne réduisent les espoirs de paix dans le nord du Mozambique, où une insurrection armée a déclenché une crise humanitaire en raison d'une augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Inquiet des effets de l'échec de la résolution de la guerre civile croissante de Cabo Delgado, l'Organe de la SADC sur la politique, la défense et la sécurité a convoqué un Sommet Extraordinaire le 27 novembre au Botswana pour définir une stratégie pour ce point chaud régional et d'autres.

L'Organe a convenu d'une action régionale urgente pour lutter contre les actes de terrorisme dans la province de Cabo Delgado et a exprimé la solidarité continue de la SADC avec le gouvernement du Président Filipe Nyusi.

Le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe a instruit la finalisation d'une réponse régionale globale et d'un soutien à la République du Mozambique qui doit être examinée de toute urgence par le sommet, a indiqué l'Organe dans un communiqué.

La SADC doit tenir un Sommet Extraordinaire impliquant les Chefs d'État et de Gouvernement des 16 États membres en mars 2021 à Maputo, au Mozambique.

Le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe de la SADC a eu lieu au milieu d'une vague d'attaques armées à Cabo Delgado par des militants qui prétendent être liés à l'organisation terroriste, l'État islamique.

L'insurrection a déplacé plus de 500 000 personnes des points chauds de la province, et environ 2 000 autres ont été tuées.

La principale préoccupation de la région est que plus il faudra de temps pour résoudre le

problème, plus la crise deviendra complexe et plus il sera difficile de trouver une solution.

Le terrorisme est de nature très cancéreuse. Une fois qu'il trouve un terrain fertile, il se répand comme un feu de brousse. Il est donc absolument nécessaire de s'y attaquer de toute urgence avant qu'il n'englobe toute la région, a déclaré le Président de l'Organe et Président du Botswana, Mokgweetsi Masisi, lors du Sommet Extraordinaire.

Un autre sujet de préoccupation parmi les acteurs régionaux est que la situation a déjà commencé à attirer les vautours politiques et économiques qui espèrent profiter des défis de la province.

Beaucoup d'entre eux ont des agendas néocoloniaux, racistes et anti-islam, ou essaient d'utiliser le Mozambique comme un pion dans les jeux d'échecs mondiaux.

Déjà un certain nombre de pays se sont montrés intéressés par les événements à Cabo Delgado, parmi lesquels la France et les États-Unis.

Paris et Washington tentent de s'impliquer dans les patrouilles de la côte de Cabo Delgado.

La France discute d'un accord de coopération militaire maritime avec le Mozambique dans le cadre d'un éventuel soutien à la lutte contre les insurgés à Cabo Delgado.

L'île de Mayotte, située à environ 500 kilomètres à l'est de la ville côtière mozambicaine de Pemba et faisant partie de l'archipel des Comores, fait officiellement partie de la France métropolitaine et possède une importante base militaire française.

De plus, la France possède plusieurs îles dans le canal du Mozambique entre le Mozambique et Madagascar.

Le gouvernement américain estime que la situation à Cabo Delgado est une menace pour la sécurité qui a un lien avec la criminalité, le terrorisme et l'examen d'une sorte de capacité de gouvernance, de capacité d'application de la loi et de capacité militaire au Mozambique."

Au moins une société de sécurité privée américaine recrute déjà des ressortissants américains lusophones pour « fournir des services de conseil stratégique et tactique » au gouvernement mozambicain.

Selon les Américains, il y a beaucoup de chevauchement entre les trafiquants de drogue et les extrémistes et les types de conditions qui leur permettent de prospérer.

Le Département d'État américain a donc proposé de soutenir les efforts du gouvernement mozambicain dans sa lutte contre les stupéfiants afin de couper ce qui, selon lui, est la bouée de sauvetage financière des insurgés opérant à Cabo Delgado.

Face à ce scénario, la SADC envisage de soutenir son État membre, d'où la décision de développer une réponse régionale globale.

La réunion de la Troïka de l'Organe a également discuté de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo (RDC) et a promis un soutien régional au développement et à la mise en œuvre de la stratégie conjointe sur le retrait progressif et graduel de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la Stabilisation en RDC (MONUSCO).

Approuvée en octobre, la stratégie appelle à un retrait progressif des soldats de la paix de la MONUSCO de plusieurs régions de la RDC. L'année dernière, l'ONU a adopté la résolution 2502 pour reconfigurer la Brigade d'Intervention, qui relève de la MONUSCO, et a prolongé le mandat de la MONUSCO d'une autre année jusqu'au 20 décembre 2020.

Selon la Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomona Lawrence Tax, il y a eu un certain nombre d'engagements entre le Secrétariat de la SADC, le Gouvernement de la RDC et l'ONU depuis le 40e Sommet de la SADC tenu en août.

« Ces engagements ont été tenus dans le but de garantir que la reconfiguration de la FIB et la formulation de la stratégie de sortie sont menées dans le meilleur intérêt de la RDC et du soutien de la SADC au pays », a déclaré Dr Tax.

La Troïka de l'Organe, qui comprend les leaders du Botswana, de l'Afrique du Sud et du Zimbabwe, est chargée de promouvoir la paix et la sécurité dans la SADC et de protéger la région de l'instabilité.

Elle est actuellement présidée par le Président Mokgweetsi Masisi du Botswana, avec le Président sud-africain Cyril

brique

Ramaphosa comme Vice-président et le Président Emmerson Mnangagwa comme Président sortant.

Les autres leaders de la SADC qui ont assisté au Sommet Extraordinaire de l'Organe étaient le Président de la RDC Félix Tshisekedi et le Président Lazarus Chakwera du Malawi qui est le Vice-président de la SADC.

Ils ont été rejoints par le Ministre de la Défense du Mozambique, Jaime Neto, et la Vice-présidente de la Tanzanie, Samia Hassan. □



Centre régional de lutte contre le terrorisme sur les cartes

Par Kizito Sikuka

LES DEFIS nouveaux et émergents tels que le terrorisme et les insurrections constituent une menace sérieuse pour la paix et la stabilité en Afrique australe, et la région est déterminée à développer une approche plus coordonnée pour faire face aux menaces.

Le Président de l'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Sécurité, le Président Mokgweetsi Masisi du Botswana a déclaré cela lors d'un Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe de la SADC, ainsi que des Pays Contributeurs des Troupes à la Brigade d'Intervention, la République démocratique du Congo et le Mozambique, qui s'est tenu fin novembre à Gaborone.

L'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Sécurité est composé du Botswana (Président), de l'Afrique du Sud (Président entrant) et du Zimbabwe (Président immédiat), tandis que les Contributeurs des Troupes à la Brigade d'Intervention sont la Malawi, l'Afrique du Sud et la République-Unie de Tanzanie.

« Même si la performance de la région dans les domaines de la démocratie et de la paix reste l'envie de beaucoup, il y a des problèmes émergents qui menacent la préservation de notre paix et de notre sécurité », a déclaré le Président Masisi.

« Il s'agit notamment du terrorisme, des insurrections, de la cybercriminalité et des crimes transnationaux organisés. De par leur nature même, ce ne sont pas des questions que les États membres peuvent traiter individuellement. À ce titre, une approche régionale intégrée et coordonnée est nécessaire pour faire face efficacement à ces menaces éminentes. »

Un récent Rapport sur l'Évaluation des Menaces pour la sécurité dans la région de la SADC, approuvé par le 40e Sommet de la SADC tenu en août, a noté qu'un certain nombre de menaces pour la sécurité continuent d'affecter la stabilité dans la région.

Le terrorisme a été désigné comme la menace la plus grave qui nécessite une attention urgente de la part de tous les États membres.

« Comme nous le savons tous, le terrorisme est de nature très cancéreuse. Une fois qu'il trouve un terrain fertile, il se répand comme un feu de brousse. Il est donc absolument nécessaire de l'étouffer de toute urgence dans l'œuf avant qu'il n'englobe toute la région », a déclaré Masisi.

À cet égard, le Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe de la SADC a formulé un certain nombre de recommandations sur la manière dont les États membres pourraient faire face à cette menace éminente, y compris l'engagement régional envers le Pacte de Défense Mutuelle de la SADC.

"D'autres étapes pratiques et progressives sur lesquelles nous avons convenu incluent l'accélération de la création du Centre régional de lutte contre le terrorisme de la SADC", a déclaré Masisi.

Le centre régional de lutte contre le terrorisme sera notamment chargé de détecter, enquêter, identifier et combattre le terrorisme et l'extrémisme violent dans la région.

D'autres mesures adoptées à la réunion de la Troïka de l'Organe étaient la nécessité de renforcer les structures nationales de coordination de la lutte contre le terrorisme, ainsi que de renforcer la capacité d'intervention en matière de cyber sécurité aux niveaux national et régional. □

La construction du dépôt de la Force en Attente de la SADC progresse bien

TOUT EST sur la bonne voie pour que le Dépôt logistique régional de la Force en Attente de la SADC commence ses opérations initiales d'ici 2021 et atteigne ses pleines opérations d'ici 2023.

Cela fait suite au début de la deuxième phase de la construction du dépôt logistique.

La Secrétaire Exécutive de la SADC, Dr Stergomona Lawrence Tax, a déclaré lors d'une visite de familiarisation du dépôt par le Président du Comité Ministériel de l'Organe de la SADC sur la Coopération en matière de Politique, Défense et Sécurité, Thomas Mmusi, le 21 octobre, que la deuxième phase impliquera des travaux de construction majeurs, la conception et la construction de tous les bâtiments et infrastructures de soutien.

Mmusi, qui est le Ministre de la Défense, de la Justice et de la Sécurité au Botswana, où se trouve le dépôt, a promis l'engagement et le dévouement sans réserve du Botswana pour assurer le succès de la construction du dépôt logistique.

Une fois terminé, le dépôt situé dans le village de Rasesa, près de Mochudi, au Botswana, fournira le récépissé de stockage, l'inspection et l'entretien des équipements et des matériaux pour toutes les composantes de la Force en Attente de la SADC.

Le dépôt fait partie de la Force en Attente de la SADC pour soutenir les opérations de paix régionales dans le cadre de la politique de la Force en Attente de l'Union africaine.

La Force en Attente de la SADC a été officiellement lancée lors du 27e Sommet de la SADC tenu à Lusaka, Zambie en août 2007, tandis que la décision de créer un dépôt logistique régional de la SADC a été proposée par les Chefs de la Défense de la SADC en 2006.

Les États membres de la SADC ont fait preuve d'engagement politique pour assurer l'achèvement du dépôt avec une contribution totale de 10 millions de dollars américains en tant que capital d'amorçage tandis que l'Union africaine a également promis d'aider la SADC à trouver les fonds nécessaires pour la construction du dépôt. Le budget total estimé pour le DLR est de 45 millions de dollars US. □

Magufuli s'engage à servir tous les Tanzaniens

LE PRÉSIDENT JOHN Magufuli s'est engagé à servir tous les Tanzaniens indépendamment de leurs convictions ethniques, religieuses ou politiques alors qu'il entreprend un autre parcours de cinq ans pour améliorer encore les moyens de subsistance dans le pays.

Prenant la parole à Dodoma, la capitale, après avoir prêté serment pour un deuxième et dernier mandat de cinq ans le 5 novembre, il a appelé ses compatriotes à mettre de côté leurs différends et à œuvrer pour éliminer la pauvreté et la corruption en République-Unie de Tanzanie.

«Les élections sont terminées. Unissons-nous maintenant pour la réalisation de projets phares et lançons-en de nouveaux, en accélérant la lutte contre la corruption et le détournement de fonds publics, en luttant contre la pauvreté et en créant des emplois », a déclaré Magufuli.

Il s'est également engagé à protéger les ressources naturelles du pays, notamment les minéraux, les ressources marines, les forêts et la faune au profit des Tanzaniens.

Le Juge en Chef Ibrahim Juma a fait prêter serment au Président et à Samia Suluhu Hassan en tant que Vice-Présidente au Stade Jamhuri de Dodoma lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté des leaders et des représentants de divers pays et organisations internationales.

Magufuli a remporté de manière retentissante les élections présidentielles de 2020 en Tanzanie le 28 octobre, qui ont également choisi des Députés et des conseillers de quartier.

Selon les résultats définitifs de l'élection présidentielle annoncés par la Commission Électorale Nationale le 30 octobre, Magufuli a remporté 84,4% des suffrages valablement exprimés contre 13% pour son principal rival, Tundu Lissu, du

principal Parti d'opposition pour la Démocratie et le Progrès, communément appelé Parti Chadema. Quinze candidats se sont présentés au scrutin présidentiel.

Magufuli a remporté 58% des voix lors de sa première élection présidentielle en 2015, mais il a été très actif dans l'amélioration des infrastructures et de l'économie, et sa cote de popularité est élevée.

Lissu a rejeté le résultat de l'élection présidentielle, alléguant une fraude électorale, affirmant que les urnes avaient été manipulées et que les agents de son parti n'avaient pas le droit d'entrer dans les bureaux de vote le jour du scrutin pour observer le processus.

Le Président de la Commission Électorale Nationale, Semistocles Kaijage, a rejeté les allégations de l'opposition, affirmant que les allégations de faux bulletins de vote n'étaient pas fondées.

En plus de participer aux élections tanzaniennes, les électeurs des îles semi-autonomes de Zanzibar ont également élu leur propre président le 28 octobre, le

candidat du CCM Hussein Mwinyi sortant victorieux après avoir remporté 76% des voix. Son principal rival, Maalim Seif Sharif de l'ACT-Wazalendo a obtenu 19%.

Le taux de participation était de 50,7 pour cent parmi les plus de 29 millions d'électeurs inscrits.

Le CCM a également remporté une victoire écrasante aux élections législatives tenues le même jour.

L'Assemblée Nationale de Tanzanie, le Bunge, compte 393 membres dont 264 sont élus dans des circonscriptions uninominales et 118 sont élues indirectement, dont 113 femmes élues par les partis politiques au prorata de leur part du vote électoral, et cinq membres de Zanzibar, dont deux doivent être des femmes.

Dix membres sont nommés par le Président du Syndicat, dont cinq doivent être des femmes, et un siège est réservé au Procureur Général. Le Président de l'Assemblée peut être désigné de l'extérieur du Parlement et devient Député du

fait de l'exercice de la fonction de Président.

À l'Assemblée Nationale sortante, 248 sièges étaient occupés par des hommes et 145 sièges par des femmes, pour une proportion de 36,9% de femmes.

La SADC a félicité le peuple tanzanien d'avoir manifesté son attachement à la démocratie en exerçant son droit de vote d'une manière calme et tranquille.

« En particulier, la SADC félicite tous les partis politiques / candidats et les encourage à consolider les acquis réalisés dans l'espace démocratique depuis l'avènement des élections multipartites dans le pays », a déclaré le président Mokgweetsi Masisi du Botswana, qui est l'actuel président de l'Organe de la SADC sur Coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité.

En raison des défis causés par la pandémie de la COVID-19, la SADC n'a pas été en mesure de déployer physiquement sa Mission d'Observation Électorale en Tanzanie et a plutôt consulté virtuellement les parties prenantes électorales. □



Le Leader de l'opposition remporte le scrutin présidentiel aux Seychelles

LE PEUPLE des Seychelles a voté lors d'une élection présidentielle pacifique les 22 et 24 octobre qui a vu l'ancien prêtre Wavel Ramkalawan devenir le premier candidat de l'opposition à remporter le mandat d'occuper la State House depuis l'indépendance de la Grande-Bretagne il y a plus de quatre décennies.

Selon les résultats publiés par la Commission Électorale des Seychelles le 25 octobre, Ramkalawan a évité un second tour de scrutin après avoir remporté 54,9% des suffrages exprimés contre 43,5% pour le président sortant Danny Faure, du parti récemment rebaptisé

United Seychelles Party, au pouvoir depuis 1977.

Un troisième candidat à la présidentielle, Alain St Ange de One Seychelles n'a pu obtenir que 1,58% des suffrages exprimés.

C'était la sixième fois de la chance pour le nouveau président qui a disputé la présidence seychelloise depuis 1998.

Ramkalawan avait auparavant tenté d'obtenir le droit d'occuper la State House lors des élections tenues en 1998, 2001, 2006, 2011 et 2015.

L'ancien chef de l'opposition, qui a contesté le scrutin présidentiel de 2020 sous un ticket de Linyon Demokratik Seselwa

ou de l'Alliance démocratique des Seychelles (SDA), devient le cinquième président des Seychelles.

Lors des élections parlementaires parallèles qui se sont également déroulées du 22 au 24 octobre 2020, le SDA a remporté la victoire après avoir remporté 54,8% des voix contre 42,4% pour l'ancien gouvernement des Seychelles.

L'Assemblée Nationale des Seychelles est composée de 25 sièges élus au suffrage direct et de huit sièges de représentation proportionnelle. □



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



LA SADC AUJOURD'HUI Vol. 23 No 1 DÉCEMBRE 2020

SADC AUJOURD'HUI

est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe

SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Tel +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
E-mail registry@sadc.int Website www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR

Munetsi Madakufamba

TRADUCTEUR

Chris Kambayi

COMITÉ DE RÉDACTION

Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu,
Phyllis Johnson, Nyarai Kampilipi, Kumbirai Nhongo,
Maidei Musimwa, Tariro Sasa, Tanaka Chitsa, Monica Mutero, Raymond Ndlovu,
Pedzisayi Munyoro, Thenjiwe Ngwenya, Ayub Blessing Moyo, Eunice Kadiki

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Energie des Partenaires Internationaux de Coopération co-présidé par l'Autriche.

© SADC, SARDC, 2020

SADC AUJOURD'HUI reçoit les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sardc.net. Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS

P1 Pan African Visions, sadc.int, autonomousevehicletech.com;
P2 Botswana Daily News, sadc.int; P4 sadc.int; P5 twitter.com, au.int, girlsnotbrides.com, nyasatimes.com; P6 The Patriot, Angop; P7 The Guardian; P8 twitter.com, sadc.int;
P9 ZimFact, tralac.org, Masterfile (Royalty-Free Div), allafrika.com;
P10 news.yafoo.com, andrewgriffinltd.com; P11 allafrika.com,
P12 The Herald, zambianews365.com; P13 commons.wikimedia.org;
P14 telegraph.co.uk, worldschilzensprize.org; P16 SARDC

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Courriel: sadctoday@sardc.net

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)

Julius K. Nyerere House, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tel +263 242 791 141

www.sardc.net

Knowledge for Development



sardc.net



@sardc.net



Ce document est produit par la SARDC dans le cadre d'un projet réalisé avec le financement de l'Agence autrichienne de développement (AAD)/la Corporation Autrichienne de Développement (CAD). La responsabilité du contenu de cette publication incombe entièrement aux auteurs. L'information et l'analyse ne reflètent pas l'opinion officielle de l'Agence autrichienne de développement /la Corporation Autrichienne de Développement



Décembre 2020 – Février 2021

Décembre

25 nov-10 déc,
Mondial

16 jours d'activisme contre la - Violence Sexuelle et Sexiste

La campagne mondiale annuelle contre la violence à l'égard des femmes et des enfants vise à sensibiliser à l'impact négatif de la violence et des abus sur les femmes et les enfants et à débarrasser définitivement la société des abus.

1, Mondial

Journée Mondiale du SIDA

La commémoration de la Journée mondiale du SIDA est l'occasion de reconnaître le rôle essentiel des communautés dans la riposte au SIDA aux niveaux international, national et local.

8-10, Virtuel

Conférence Économique Africaine

Sous le thème « L'Afrique au-delà de la COVID-19: Accélérer vers un Développement Durable Inclusif », la conférence offre aux chercheurs, aux décideurs et aux praticiens du développement l'occasion de débattre et d'acquiescer des connaissances sur les solutions d'intégration continentale.

14, Mozambique

Sommet Extraordinaire de la Troïka de l'Organe de la SADC

La Troïka de l'Organe de la SADC sur la Coopération en matière de Politique, de Défense et de Sécurité se réunit à Maputo, la capitale du Mozambique, pour discuter de la situation sécuritaire dans le nord du pays. La réunion faisait suite à une autre tenue au Botswana en novembre.

Janvier 2021

11-15, Éthiopie

34ème Session Ordinaire de la Conférence de l'UA

Les Chefs d'État et de Gouvernement africains se réuniront pour la 34ème Assemblée de l'Union africaine, qui sera précédée de réunions ministérielles et techniques. L'UA a déclaré 2021 « Année des Arts, de la Culture et du Patrimoine ».

Février

2, Mondial

Journée Mondiale des Zones Humides

La Journée mondiale des Zones Humides a été célébrée pour la première fois en 1997. Depuis lors, des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales et des groupes communautaires ont célébré la Journée mondiale des Zones Humides en prenant des mesures pour sensibiliser le public aux valeurs et avantages des zones humides et en promouvoir la conservation et l'utilisation rationnelle.

Une vie de service et de dévouement - B.W. Mkapa



LE 59^E anniversaire de l'indépendance nationale de la République-Unie de Tanzanie, alors connue sous le nom de Tanganyika le 9 décembre fait suite à la triste perte de l'ancien président Benjamin William Mkapa décédé le 23 juillet 2020 à Dar es Salaam à l'âge de 81 ans.

Prenant la parole dans un discours national pour les funérailles, le président Magufuli a décrit la mort de Mkapa comme une perte non seulement pour sa famille mais pour l'Afrique et le monde entier. Il a noté que « Mkapa était un citoyen du monde. C'était un leader dynamique, un diplomate chevronné, un médiateur et un artisan de la paix.

Né en novembre 1938 à Lupaso, un village de la région de Mtwara près de la frontière entre la Tanzanie et le Mozambique, le président Mkapa a joué un rôle de premier plan dans le développement de la Tanzanie postcoloniale et de toute l'Afrique.

Après l'accession à l'indépendance nationale de son pays sous la direction de Julius Kambunge Nyerere en 1961, Benjamin Mkapa a occupé plusieurs postes qui ont renforcé son apprentissage et son mentorat auprès de Mwalimu Nyerere.

Dans ses premières années, Mkapa a rejoint le ministère des Affaires étrangères en tant qu'officier subalterne, il est devenu rédacteur en chef des journaux du parti en anglais et en kiswahili, puis rédacteur en chef du journal national.

De 1974 à 1976, il a été nommé attaché de Presse du Président pendant une période stratégique d'indépendance en Afrique australe, en particulier au Mozambique et en Angola, et de négociation d'indépendance pour le Zimbabwe et la Namibie et de fin de l'apartheid en Namibie et en Afrique du Sud.

En 1977, il a été Ministre des Affaires étrangères pendant trois ans avant d'être nommé Ministre de l'Information et de la Culture, Ministère qu'il a dirigé de 1980 à 1982.

Mkapa a ensuite occupé plusieurs postes jusqu'en 1992, date à laquelle il a été nommé Ministre de la Science, de la Technologie et de l'Enseignement Supérieur, poste qu'il a occupé jusqu'en 1995, date à laquelle il s'est présenté à la présidence et a remporté avec 62% du vote populaire qui est passé à près de 72% pour son deuxième mandat en 2000.

Le Président Mkapa était pratiquement le troisième président du pays après l'indépendance en 1961, mais il a été le premier président élu dans le cadre du système multipartite mis en place en 1992.

Au cours de son règne en tant que président de 1995 à 2005, il a donné la priorité au développement économique, à la stabilisation de l'environnement macroéconomique et du taux de change, à l'élargissement de l'espace pour les investissements locaux et étrangers, donnant l'exemple de la libération économique qui a conduit la Tanzanie à être déclarée pays à revenu intermédiaire » en juin 2020.

Le Président Mkapa croyait à l'unité africaine, à la suppression des frontières coloniales et à l'intégration régionale à travers la Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté de Développement de l'Afrique australe (SADC).

Prenant la parole lors de la conférence publique annuelle de la SADC en 2019, il a déclaré: « Notre solidarité pendant la libération politique peut servir de point d'ancrage solide à la transformation économique. La SADC a de nombreux succès dont il faut être fier. Nous ne devons pas hésiter à célébrer nos réalisations collectives inspirées par notre histoire commune. »

Ses efforts pour renforcer le programme d'intégration régionale, consolider la paix et l'unité soulignent son attachement à la promotion de l'héritage de Mwalimu Nyerere.

Mwalimu Nyerere a conduit son pays à l'indépendance le 9 décembre 1961 et il est devenu le premier Premier Ministre. Un an plus tard, le pays, alors appelé Tanganyika, est devenu une république avec Nyerere comme président.

Dans son discours sur l'indépendance nationale en 1961, Mwalimu a déclaré: « C'est le jour que nous avons cherché si longtemps, le jour où chaque Tanganyikan peut dire: « Je suis citoyen d'un État souverain et indépendant ».

Il a estimé que l'indépendance de son pays n'est pas complète sans celle de toute la région, et il l'a soutenu.

L'indépendance du Tanganyika est donc devenue une source d'inspiration pour d'autres pays africains, et Dar es Salaam était le lieu où les jeunes des mouvements de libération nationale voulaient se rendre... au nord de Dar es Salaam « le havre de paix », le lieu de la liberté et de l'unité - uhuru na umoja dans la langue lyrique du Kiswahili, elle-même une langue d'unité car elle est née des racines de plusieurs autres langues. □

Le Zimbabwe célèbre la Journée de l'Unité Nationale



LE 22 DÉCEMBRE est une date importante dans l'histoire du Zimbabwe, marquée comme la Journée de l'Unité Nationale et c'est un jour férié.

La journée commémore la signature d'un Accord d'Unité ce jour-là en 1987 par deux partis de libération, le Front patriotique de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU PF) et le Front patriotique de l'Union du peuple africain du Zimbabwe (PF ZAPU) représenté par le Premier Ministre de l'époque et le premier secrétaire de la ZANU, Robert Mugabe et le président de la ZAPU, Joshua Nkomo.

La signature historique de cet Accord de l'Unité a jeté les bases solides et durables de l'unité nationale, socle de la stabilité, de la paix et du développement national

Après la cérémonie de signature en 1987, Mugabe a déclaré: « Aujourd'hui est un grand jour. C'est formidable parce que nous nous sommes réunis dans le corps, l'esprit et l'esprit de nos deux partis.

Nkomo a ajouté que l'accord était « le début de l'unité, car l'unité n'est pas seulement la signature de documents, l'unité est ce qui suit ».

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Décembre 2020– Février 2021

8 Décembre	Fête de l'Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Jour de l'Indépendance	Tanzanie
10 Décembre	Journée Internationale des Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée Nationale de l'Unité	Zimbabwe
25 Décembre	Jour de Noël	Toute la SADC à l'exception du Malawi, Zambie
	Journée de la Famille	Angola, Mozambique
26 Décembre	Le lendemain de Noël	Botswana, Lesotho, Eswatini, Tanzanie, Zimbabwe
	Journée de la Famille	Namibie
	Journée de la Bienveillance	Afrique du Sud
1 er Janvier	Jour de l'An	Toute la SADC
2 Janvier	Fête du Nouvel An	Maurice, Seychelles
	Journée Incwala	Eswatini
4 Janvier	Journée des martyrs de l'Indépendance	RDC
12 Janvier	Journée de la Révolution du Zanzibar	Tanzanie
15 Janvier	Journée de John Chibembwe	Malawi
16 Janvier	Journée des Héros (Laurent Désiré Kabila)	RDC
17 Janvier	Journée des Héros (Patrice Émeri Lumumba)	RDC
28 Janvier	Thaipoozam Cavadee	Maurice
1 er Février	Abolition de l'Esclavage	Maurice
3 Février	Fête des Héros	Mozambique
4 Février	Journée Nationale de la Lutte Armée	Angola
12 Février	Nouvel An chinois	Maurice
21 Février	Journée Nationale de la Jeunesse	Zimbabwe
22 Février	Jour férié	Zimbabwe